

28 MARS 2003

La directrice des musées de France
à
Mesdames et Messieurs les chefs des départements patrimoniaux

ACQ.M.Eral/
07/03/03

OBJET : Commissions scientifiques régionales, interrégionales et nationale des collections des musées de France, compétentes en matière d'acquisition.

Définition du rôle d'expertise des départements patrimoniaux dans le cadre de l'application de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France et du décret n°2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de ladite loi.

Les articles 18 I et 20 I du décret n°2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France fixent la composition des commissions scientifiques régionales et interrégionales des collections des musées de France. L'article 22 fixe celle de la commission nationale.

Il m'a semblé utile, dans la perspective de la tenue des premières réunions des instances régionales voulues par le législateur, de vous préciser le rôle que vous serez appelés à jouer au sein de ces commissions, ainsi qu'à l'occasion des avis scientifiques pour lesquels vous-mêmes ou vos collaborateurs seront sollicités, en particulier dans le cadre de la procédure d'urgence.

Vous trouverez jointe à la présente note, copie de ma circulaire du 5 mars 2003 concernant les procédures relatives aux acquisitions d'objets de collection ou de déclassement de tels objets dans le cadre de la loi du 4 janvier et du décret du 25 avril 2002 susvisés.

.../...

I – Rôle d’expertise dans le cadre des commissions régionales et interrégionales

1) En tant que représentant du directeur des musées de France

Fait partie des membres de droit des commissions régionales ou interrégionales le chef d’un des grands départements mentionnés à l’article 2 du décret du 31 août 1945, désigné par le directeur des musées de France. La répartition entre les 10 régions et les 6 interrégions vous a été précisée par note du 24 janvier 2003 (cf. copie jointe).

Vous pouvez vous faire représenter au sein des commissions par l’un des conservateurs du département ou de l’établissement que vous dirigez, mais j’insiste sur la nécessité du caractère régulier et homogène de cette présence à ces séances.

En effet, en tant que représentant du directeur des musées de France, votre rôle est essentiellement de veiller au respect de la déontologie professionnelle au sein des commissions déconcentrées et d’appeler l’attention de leurs membres sur les difficultés particulières que représenterait une acquisition, au regard des critères définis ci-après, mais aussi en fonction d’autres éléments, notamment en ce qui concerne la provenance des objets.

Les projets d’acquisition sont présentés devant la commission par le professionnel responsable du musée concerné.

Les commissions doivent se prononcer en fonction des critères suivants :

- authenticité de l’objet ou ensemble ;
- lien entre l’objet ou l’ensemble à acquérir et la vocation du musée qui souhaite faire entrer cet objet dans ses collections, telle qu’elle résulte du projet scientifique et culturel ;
- état de l’objet ou ensemble et, en tant que de besoin, résultat d’un examen scientifique ;

.../...

- appréciation du prix de cet objet ou ensemble ;
- provenance de l'objet ou de l'ensemble.

Il a été laissé à l'appréciation des directions régionales des affaires culturelles, qui assurent le secrétariat des commissions déconcentrées, de transmettre copie des dossiers à examiner à chacun des membres ou de les leur communiquer par tout moyen approprié, soit encore de désigner un ou plusieurs rapporteurs au sein des commissions pour en faire la synthèse.

Les avis que vous serez amenés à rendre dans le cadre des instances scientifiques déconcentrées devront tenir compte du fait que les biens destinés à enrichir les collections d'un musée de France, une fois recueilli l'agrément des commissions compétentes, seront imprescriptibles et inaliénables, et seront considérés comme des trésors nationaux au sens de la loi n°92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée.

Au cas où un projet d'acquisition vous paraîtrait de nature à faire l'objet d'un avis complémentaire de la commission nationale (cf. critères de compétence de cette instance au ch. II ci-après), il conviendra de le signaler en commission, puis d'en informer immédiatement le secrétariat de la commission nationale qui est assuré par le département des collections – bureau des acquisitions de ma direction (Michel Eral Tél. 01.40.15.34.42. E-mail : michel.eral@culture.gouv.fr).

Dans des cas vous paraissant présenter une difficulté exceptionnelle, il conviendra de me le signaler dès réception de l'ordre du jour de la séance de la commission dans laquelle vous me représentez et avant la tenue de cette séance, afin que je puisse éventuellement les soumettre à la commission nationale en application des dispositions de l'article 16 1° c du décret du 25 avril 2002 qui prévoit un droit d'évocation du directeur des musées de France (voir ch.II ci-après).

.../...

Je vous remercie de veiller à assurer ce suivi en étroite liaison avec le représentant du chef de l'inspection générale des musées, membre de la commission auprès de laquelle vous me représentez. Le caractère collégial de cette instruction me paraît fondamental et doit permettre d'éviter d'éventuels avis discordants des deux membres de droit représentants de l'administration centrale.

Je vous précise enfin que les frais de mission afférents aux déplacements que vous-mêmes ou vos collaborateurs serez amenés à effectuer dans le cadre de ces commissions, sont pris en charge par les directions régionales des affaires culturelles concernées.

2) En tant qu'expert scientifique membre des commissions

L'article 18 I 2° du décret prévoit que sont désignées par le préfet de région dix personnalités exerçant ou ayant exercé des activités scientifiques respectivement dans l'un des domaines suivants : archéologie, art contemporain, arts décoratifs, arts graphiques, ethnologie, histoire, peinture, sciences de la nature et de la vie, sciences et techniques, sculpture.

Dans ce cadre, certains de vos collaborateurs ont été sollicités par des directions régionales des affaires culturelles en tant qu'experts dans leur spécialité scientifique. A ce titre, ils seront amenés à se prononcer sur des acquisitions réalisées dans leur domaine de spécialité au vu des dossiers d'acquisition correspondants.

L'avis qu'ils seront appelés à donner devra tenir compte des critères définis au § 2 de la section 1 ci-dessus.

Les frais afférents à cette mission seront également pris en charge par la direction régionale des affaires culturelles concernée.

.../...

3) En cas de demande portant sur un projet d'acquisition relevant de votre domaine de compétence

a) cadre général

En amont de la présentation devant la commission scientifique déconcentrée concernée, le professionnel responsable du musée intéressé doit recueillir l'avis du grand département compétent.

A ce titre, vous pourrez donc être sollicité pour donner votre avis sur des projets avant examen par une commission dont vous n'êtes pas membre. Il vous est recommandé de le formuler par écrit.

Cet avis sera directement communiqué à la commission par le professionnel responsable du musée qui vous aura sollicité.

Cette instruction devra se faire également en liaison avec le conservateur de l'inspection générale des musées, compétent sur le projet.

b) dans le cadre de la procédure d'urgence

La procédure d'urgence prévue aux articles 18 II et 20 II doit permettre de rendre un avis en dehors des périodes de session des commissions scientifiques déconcentrées. Cette procédure s'appliquera très vraisemblablement le plus souvent en cas de projet d'achat en vente publique sans recours au droit de préemption (la procédure de recours au droit de préemption relevant de la compétence de la commission nationale).

Vous pourrez dans ce cas être consulté en urgence pour avis par le professionnel responsable du musée intéressé et/ou le conservateur de l'inspection générale des musées, compétent sur le projet. Dans ce cas, votre avis pourra lui être communiqué aussi bien oralement que par écrit.

.../...

II – Rôle d’expertise dans le cadre de la commission nationale

En ce qui concerne la commission scientifique nationale, l’article 22 1° e du décret prévoit que fassent également partie des membres de droit les chefs des grands départements.

L’article 16 dispose que la commission scientifique nationale est compétente pour examiner :

- toute demande présentée par la personne morale propriétaire des collections du musée en cas d'avis défavorable rendu par la commission régionale ou interrégionale ;
- toute demande formulée par le président d'une commission régionale ou interrégionale ;
- toute demande émanant du directeur des musées de France ou du directeur chargé des musées au ministère chargé de la recherche ;
- tout projet d'acquisition d'un musée de France situé à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte ;
- toute demande d'exercice du droit de préemption ;
- toute demande de déclassement de biens constituant les collections d’un musée de France ;
- le cas échéant, à la demande du directeur des musées de France, sur les collections présentées par les personnes morales propriétaires sollicitant l’appellation « musée de France » préalablement à l’avis du Haut Conseil des musées de France.

1) Cadre général

Avant l’examen de toute demande par la commission nationale, le professionnel du musée responsable d’une acquisition doit transmettre au grand département compétent le dossier correspondant (cf. article 23 du décret susvisé). Les critères qui doivent présider à cet examen sont les mêmes que ceux énoncés au I 1 alinéa 2 de la présente note.

.../...

Le dossier est présenté devant la commission nationale par le professionnel responsable du musée. Il fera part aux membres de la commission nationale de votre avis qu'il conviendra de lui communiquer par écrit.

2) Dans le cadre de la procédure d'urgence

La procédure d'urgence prévue à l'article 22 II du décret susvisé répond aux mêmes préoccupations que celles qui ont présidé à la mise en place des délégations permanentes des commissions déconcentrées. Elle sera très largement utilisée pour instruire les demandes d'exercice du droit de préemption en vente publique.

Les projets seront examinés par une délégation permanente comprenant le directeur des musées de France, le chef de l'inspection générale des musées, le membre de droit compétent sur le projet (soit dans la majorité des cas le chef du département patrimonial concerné), et deux membres élus parmi les professionnels et les personnalités qualifiées membres de la commission.

Dans ce cadre, votre avis, en tant que département patrimonial compétent dans le domaine de l'acquisition concernée, pourra être communiqué par le moyen que vous jugerez le plus approprié au département des collections – bureau des acquisitions de ma direction (Télécopie : 01.40.15.34.50. E-mail : francoise.meyer@culture.gouv.fr).

3) Dans le cadre des demandes de déclassement

Le législateur a prévu que toute décision de déclassement d'un bien faisant partie des collections d'un musée de France ne peut être prise qu'après avis conforme de la commission nationale (cf. 2^e alinéa du II de l'article 11 de la loi du 4 janvier 2002 et article 16 3^o du décret du 25 avril 2002).

.../...

Dans le vide juridique antérieur, les biens faisant partie des collections publiques étaient soumis au régime général de la domanialité publique.

Le dispositif voulu par le législateur est très sécurisant dans la mesure où l'avis de la commission nationale est un avis conforme.

Le caractère essentiellement scientifique de l'instance chargée d'émettre cet avis offre toute garantie quant à la préservation du patrimoine des musées de France.

A ce titre, en tant que département patrimonial compétent dans le domaine de l'acquisition concernée, vous serez amené à formuler votre avis motivé par écrit avant examen de la demande par la commission nationale.

Le dossier correspondant vous sera adressé par le département des collections – bureau des acquisitions de la direction des musées de France.

En cas de déclassement, la commission se prononce à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres (article 23 3° alinéa du décret du 25 avril 2002).

*

*

*

Je mesure la charge nouvelle qu'implique pour vous et vos collaborateurs la mise en œuvre de la déconcentration de l'examen scientifique des projets d'acquisition de biens destinés à enrichir les collections des musées de France et vous remercie des dispositions que vous voudrez bien prendre pour mener à bien cette mission essentielle. A ce titre, je ne peux que me féliciter de l'efficacité des méthodes de travail qui ont été adoptées jusqu'ici par les uns et les autres pour l'instruction des demandes d'avis du conseil artistique des musées classés et contrôlés et je souhaite que la collaboration ainsi mise en place, notamment avec l'inspection générale des musées, se poursuive dans le même esprit collégial.

Francine MARIANI-DUCRAY

24 AVRIL 2003

La directrice des musées de France
à
Mesdames et Messieurs les chefs des départements patrimoniaux

ACQ.M.Eral/
23/04/03

OBJET : Commissions scientifiques régionales, interrégionales et nationale des collections des musées de France, compétentes en matière d'acquisition.

Définition du rôle d'expertise des départements patrimoniaux. – Addenda.

REFERENCE : ma note ACQ/M.Eral 07/03/03 n°397 du 28 mars 2003.

Je tiens à vous préciser en ce qui concerne vos collaborateurs membres désignés en tant qu'experts de commissions scientifiques régionales ou interrégionales (cf. § I 2 de ma note citée en référence), qu'ils sont appelés non seulement à donner leur avis sur les projets d'acquisition relevant de leur domaine de spécialité, mais également sur l'ensemble des projets soumis aux commissions déconcentrées dont ils sont membres.

Francine MARIANI-DUCRAY